

**18 octobre 2021**

## **Les banques de développement n'ont pas vocation à financer l'agrobusiness**

Plus de 450 banques publiques de développement (BPD) du monde entier vont se retrouver à Rome les 19 et 20 octobre 2021 pour un second sommet international, baptisé [Finance en commun](#). Durant le premier sommet à Paris en 2020, plus de 80 organisations de la société civile avaient publié une [déclaration](#) conjointe réclamant que les BDP arrêtent de financer les entreprises et projets agroalimentaires qui privent les communautés locales de leurs terres et de leurs ressources naturelles. Cette année, cependant, les BPD ont fait de l'agriculture et de l'agrobusiness la priorité de leur second sommet. C'est une grande source d'inquiétude pour les signataires ci-dessous, car les BPD se sont depuis longtemps spécialisées dans les investissements agricoles qui bénéficient aux intérêts privés et aux entreprises agroindustrielles, aux dépens des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des travailleurs de l'alimentation et des peuples autochtones, portant sévèrement atteinte à leur souveraineté alimentaire, leurs écosystèmes et leurs droits humains.

### **Nos inquiétudes**

Les BPD sont des institutions publiques établies par les gouvernements nationaux ou les agences multilatérales pour financer des programmes gouvernementaux ou des entreprises privées dont les activités sont censées contribuer à l'amélioration de la vie des gens dans les endroits concernés, en particulier dans les pays du Sud. Beaucoup de banques de développement multilatérales, qui constituent un sous-groupe important parmi les BPD, fournissent également des services de conseil technique et politique aux gouvernements, les poussant à changer leur législation et leurs politiques pour attirer les investissements étrangers.

En tant qu'institutions publiques, les BPD se doivent de respecter et protéger les droits humains et sont supposées être redevables au public de leurs actions. Aujourd'hui, les banques de développement dépensent collectivement plus de 2000 milliards de dollars US par an pour financer des entreprises publiques et privées dans le but de construire des routes, des centrales électriques, des fermes et des plantations industrielles et autres au nom du « développement ». On estime qu'[à lui seul, le secteur agricole et alimentaire](#) bénéficie de 1400 milliards de dollars. Le financement des entreprises privées par les BPD, qu'il se fasse par la dette ou l'achat de participations, vise à faire de l'argent mais une grande partie des dépenses est soutenue et financée par le public, c'est-à-dire par le travail et les impôts des citoyens.

Le nombre des BPD et le financement qu'elles reçoivent ne cessent d'augmenter. L'influence de ces banques augmente également, à mesure qu'elles font passer de plus en plus les fonds publics par le [capital investissement](#), la « finance verte » et autres plans financiers pour réaliser les solutions prévues, plutôt que de soutenir de manière plus traditionnelle des programmes gouvernementaux ou des projets à but non lucratif. L'argent d'une banque de développement offre une sorte de garantie aux entreprises qui veulent investir dans les pays ou les industries dits à haut risque. Ces garanties permettent aux entreprises de lever plus de fonds auprès de bailleurs privés et d'autres banques de développement, à des taux souvent intéressants. Les banques de développement jouent donc un rôle crucial : elles donnent aux multinationales des moyens qu'elles n'auraient pas autrement pour poursuivre leur expansion dans les marchés et les territoires du monde entier - depuis les mines d'or d'[Arménie](#) aux barrages hydroélectriques controversés de [Colombie](#), en passant par les projets catastrophiques de gaz naturel en [Mozambique](#).

De plus, de nombreuses banques de développement multilatérales font tout pour influencer ouvertement les législations et politiques au niveau national via leurs services de conseil technique aux gouvernements et les systèmes de classification, tels que l'initiative [Améliorer le climat des affaires dans l'agriculture](#) de la Banque mondiale. Les politiques qu'elles soutiennent dans des secteurs clés comme la santé, l'eau, l'éducation, l'énergie, la sécurité alimentaire et l'agriculture, [ont tendance](#) à favoriser le rôle des grandes entreprises et des élites. Et souvent, quand les communautés locales affectées, notamment les peuples autochtones et les petits agriculteurs, protestent, elles ne peuvent pas se faire entendre ou font l'objet de [représailles](#). Ainsi en Inde, la Banque mondiale avait [conseillé](#) au gouvernement de déréguler le système de commercialisation des produits agricoles ; mais quand le gouvernement a voulu appliquer ce conseil sans consulter les agriculteurs et leurs organisations, cela a suscité d'importants mouvements de protestation.

Les banques publiques de développement affirment n'investir que dans des entreprises « durables » et « responsables » et prétendent que leur participation améliore le comportement des entreprises. Mais ces banques ont de lourds antécédents en matière d'investissement dans des entreprises qui sont impliquées dans l'accaparement des terres, la corruption, la violence, la destruction environnementale et d'autres graves violations des droits humains, autant d'exactions pour lesquelles elles n'ont pas véritablement eu à rendre de comptes. La dépendance croissante des banques de développement vis-à-vis des fonds de capital investissement offshore et de réseaux d'investissement complexes, dont les soi-disant intermédiaires financiers, pour faire passer leurs investissements rend le principe de redevabilité encore plus vague et permet à une petite [élite financière](#) toute-puissante d'engranger les bénéfices.

Il est très inquiétant de voir que les banques publiques de développement prennent aujourd'hui un rôle coordonné et central en matière d'alimentation et d'agriculture. Elles font partie de l'architecture financière mondiale qui entraîne la spoliation et la

destruction écologique, causées en grande partie par l'agrobusiness. Au fil des ans, leurs investissements dans le secteur agricole ont concerné presque exclusivement les entreprises impliquées dans les plantations de monocultures, les projets d'agriculture contractuelle, les élevages industriels, les ventes de semences hybrides et génétiquement modifiées et de pesticides et les plateformes d'agriculture numérique dominées par les Big Tech. Les banques de développement n'ont montré aucun intérêt, ni jamais prouvé leur capacité à investir dans les communautés d'agriculteurs, de pêcheurs ou les communautés forestières qui produisent actuellement la [majorité de l'alimentation mondiale](#). Elles préfèrent financer les accapareurs de terres et l'agrobusiness et détruire les systèmes alimentaires locaux.

### **Des exemples douloureux**

Voici quelques exemples importants de la tendance qu'on peut observer dans les projets des banques publiques de développement :

- La Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne d'investissement ont fourni de généreux [financements](#) aux entreprises agroalimentaires de certains des plus riches oligarques ukrainiens qui ont la mainmise sur des centaines de milliers d'hectares de terres.
- La société luxembourgeoise SOCFIN et la société belge SIAT, les deux plus grands propriétaires de plantations de palmiers à huile et de caoutchouc d'Afrique ont reçu de nombreux [prêts](#) financiers des banques de développement, alors que leurs filiales sont impliquées jusqu'au cou dans [l'accaparement des terres](#), des [scandales de corruption](#) et des [violations](#) des droits humains.
- De multiples banques de développement (dont Swedfund, [BIO](#), la FMO et la DEG) ont financé le projet raté de plantation de canne à sucre d'[Addax Bioenergy](#) en Sierra Leone qui, après son départ, a laissé aux communautés locales des dégâts considérables.
- Le groupe britannique CDC et d'autres banques de développement européennes (dont BIO, la DEG, la FMO et Proparco) ont consacré plus de 150 millions de dollars aux plantations de palmiers à huile, aujourd'hui en faillite, de [Feronia Inc](#) en République démocratique du Congo, malgré une longue histoire de conflits avec les communautés locales concernant les terres et les conditions de travail, malgré les allégations de corruption et de [sévères violations des droits humains](#) à l'encontre des villageois.
- Le Fonds commun pour les produits de base des Nations Unies a investi dans [Agilis Partners](#), une société américaine impliquée dans l'expulsion violente de milliers de villageois ougandais pour mettre en place une grande exploitation céréalière.
- Norfund et Finnfund détiennent [Green Resources](#), une entreprise forestière norvégienne qui plante des pins en Ouganda sur des terres dérobées à des

milliers d'agriculteurs locaux, entraînant des effets dévastateurs sur leurs moyens de subsistance.

- La Banque japonaise pour la coopération internationale et la Banque africaine de développement ont [investi](#) dans une [ligne de chemin de fer](#) et une infrastructure portuaire pour permettre à Mitsui (Japon) et Vale (Brésil) d'exporter du charbon de leurs sites miniers dans le nord du Mozambique. Ce [projet](#), lié au projet agroalimentaire controversé de [ProSavana](#), a entraîné un accaparement des terres, des relocalisations forcées, des accidents mortels et la détention et la torture des opposants au projet.
- La Banque chinoise de développement a financé le [Barrage Gibe III](#) en Éthiopie, un projet écologiquement et socialement désastreux. Destiné à la production électrique et à l'irrigation de grandes plantations de canne à sucre, de coton et de palmiers à huile, comme le gigantesque projet de développement de la canne à sucre de Kuraz, le barrage a entravé le cours du fleuve dont dépendaient les populations autochtones de la basse vallée de l'Omo pour leur agriculture de décrue.
- Au Nicaragua, la FMO et Finnfund ont financé [MLR Forestal](#), une entreprise qui gère des plantations de cacao et de teck et est associée à des projets aurifères responsables du déplacement forcé de communautés d'ascendance africaine et de populations autochtones, ainsi que de destruction environnementale.
- La Société financière internationale (IFC) et la Banque interaméricaine de développement ont récemment accordé des prêts à Pronaca, la quatrième entreprise de l'Équateur, pour l'expansion de sa production intensive de porcs et de volailles, malgré l'opposition de [groupes internationaux](#) et [équatoriens](#), notamment les communautés autochtones locales dont l'eau et les terres ont été polluées par les activités d'expansion de l'entreprise.
- La Banque interaméricaine de développement envisage d'accorder un nouveau prêt de [43 millions de dollars](#) à Marfrig Global Foods, le deuxième producteur de bœuf mondial, sous prétexte de promouvoir le « bœuf durable ». De nombreux [rapports](#) ont démontré que la chaîne d'approvisionnement de Marfrig est directement liée à la [déforestation illégale](#) en Amazonie et dans le Cerrado et à des [violations des droits de l'homme](#). L'entreprise a également fait l'objet d'accusations de [corruption](#). Une campagne internationale exhorte actuellement les BPD à supprimer tous leurs investissements dans les exploitations d'élevage industriel.

## **Il nous faut de meilleurs mécanismes pour bâtir la souveraineté alimentaire**

Gouvernements et agences multilatérales commencent enfin à admettre que le système alimentaire mondial actuel n'a pas résolu le problème de la faim et est un facteur essentiel de multiples crises, qu'il s'agisse des pandémies, de l'effondrement de la biodiversité ou de l'urgence climatique. Mais ils ne font rien pour s'attaquer aux grandes entreprises qui dominent le système alimentaire industriel et son modèle de

production, de commerce et de consommation. Bien au contraire, ils encouragent toujours plus d'investissement d'entreprise, de partenariats public-privé et de subventions en faveur de l'agrobusiness.

Le sommet des banques de développement de cette année a été délibérément conçu pour suivre dans le sillage du [Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires](#). Celui-ci avait été présenté comme un forum mondial destiné à trouver des solutions aux problèmes du système alimentaire mondial, mais s'est [fait pirater](#) par les intérêts des industriels et n'est guère plus qu'un espace dédié aux grandes entreprises pour leur permettre de verdir et de faire l'apologie de l'agriculture industrielle. L'événement a fait l'objet de protestations et d'un boycott de la part des mouvements sociaux et de la société civile, notamment par le biais du [Sommet mondial des peuples](#) et de la [Réponse autonome des peuples au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires](#), ainsi que par des [académiques](#) du monde entier.

Le sommet Finance en commun, qui met l'accent sur l'agriculture et l'agrobusiness, va suivre le même chemin. Ces financiers qui supervisent nos fonds et nos mandats publics vont se réunir avec les élites et des représentants des grandes entreprises pour élaborer des stratégies qui permettent à l'argent de continuer à affluer dans un modèle alimentaire et agricole qui mène à la crise climatique, augmente la pauvreté et aggrave toutes les formes de malnutrition. Très peu, voire aucun, des représentants des communautés affectées par les investissements des banques de développement, ces gens qui sont en première ligne et essayent de produire de quoi nourrir leur communauté, seront invités ou écoutés. Les BPD ne sont pas intéressées. Ce qu'elles cherchent, c'est à financer l'agrobusiness qui produit les denrées nécessaires aux projets commerciaux et financiers destinés à faire de l'argent, plutôt que nourrir les gens.

L'an dernier, une large coalition d'organisations de la société civile a fait d'énormes efforts pour simplement obtenir des banques de développement qu'elles acceptent de s'engager dans une démarche de droits humains et un développement mené par les communautés. Le résultat s'est limité à une déclaration finale diluée, qui ne s'est pas traduite en actes.

Nous ne voulons pas continuer à gaspiller notre argent, nos mandats et nos ressources publics dans des entreprises agroindustrielles qui privent les communautés locales de leurs terres, de leurs ressources naturelles et de leurs moyens de subsistance. Par conséquent :

**Nous appelons à l'arrêt immédiat du financement des activités des entreprises agroindustrielles et des investissements spéculatifs par les banques publiques de développement.**

**Nous réclamons la création de mécanismes de financement entièrement publics et responsables afin de soutenir les efforts des populations pour bâtir**

**la souveraineté alimentaire, faire du droit à l'alimentation une réalité, protéger et restaurer les écosystèmes et faire face à l'urgence climatique.**

**Nous réclamons la mise en place de mécanismes solides et efficaces qui fournissent aux communautés un accès à la justice en cas d'atteinte aux droits humains ou de dommages sociaux et environnementaux causés par les investissements des BPD.**

---

Fundación Plurales - Argentina

Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN) - Argentina

Foro Ambiental Santiagueño - Argentina

Armenian Women For Health & Healthy Environment NGO /AWHHE/ - Armenia

Australian Food Sovereignty Alliance - Australia

SunGem - Australia

Welthaus Diözese Graz-Seckau - Austria

Turkmen Initiative for Human Rights - Austria

FIAN Austria - Austria

Oil Workers' Rights Protection Organization Public Union - Azerbaijan

Oil Workers' Rights Protection Organization Public Union - Azerbaijan

Initiative for Right View - Bangladesh

Right to Food South Asia - Bangladesh

IRV - Bangladesh

Bangladesh Agricultural Farm Labour Federation [BAFLF] - Bangladesh

NGO "Ecohome" - Belarus

Eclosio - Belgium

AEFJN - Belgium

FIAN Belgium - Belgium

Entraide et Fraternité - Belgium

Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN) - Belgium

Coalition for Fair Fisheries Arrangements - Belgium

Eurodad - Belgium

Friends of the Earth Europe - Belgium

Alianza Animalista La Paz - Bolivia

Instituto de Estudos Socioeconômicos (Inesc) - Brazil

Centro Ecologico - Brazil

FAOR Fórum da Amazônia Oriental - Brazil

Articulação Agro é Fogo - Brazil

Campanha Nacional de Combate e Prevenção ao Trabalho Escravo - Comissão Pastoral da Terra/CPT - Brazil

Clínica de Direitos Humanos da Amazônia -PPGD/UFPA - Brazil

Universidade Federal Fluminense IPSi - Brazil

Associação Brasileira de Reforma Agrária - Brazil

Rede Jubileu Sul Brasil - Brazil

Alternativas para pequena agricultura no Tocantins APATO - Brazil

CAPINA Cooperação e Apoio a Projetos de Inspiração Alternativa - Brazil

Marcha Mundial por Justiça Climática / Marcha Mundial do Clima - Brazil

MNCCD - Movimento Nacional Contra Corrupção e pela Democracia - Brazil

Marcha Mundial por Justiça Climática/Marcha Mundial do Clima - Brazil

Support Group for Indigenous Youth - Brazil

Comissão Pastoral da Terra -CPT - Brazil

Equitable Cambodia - Cambodia

Struggle to Economize Future Environment (SEFE) - Cameroon

Synaparcam - Cameroon

APDDH -ASSISTANCE - Cameroon

Inter Pares - Canada

Vigilance OGM - Canada

SeedChange - Canada

Place de la Dignité - Canada

Corporación para la Protección y Desarrollo de Territorios Rurales- PRODETER - Colombia

Grupo Semillas - Colombia

Groupe de Recherche et de Plaidoyer sur les Industries Extractives (GRPIE) - Côte d'Ivoire

Réseau des Femmes Braves (REFEB) - Côte d'Ivoire

CLDA - Côte d'Ivoire

Counter Balance - Czech Republic

AfrosRD - Dominican Republic

Conseil Régional des Organisations Non gouvernementales de Développement - DR Congo

Construisons Ensemble le MONDE - DR Congo

Synergie Agir Contre la Faim et le Réchauffement Climatique , SACFRC. - DR Congo

COPACO-PRP - DR Congo

AICED - DR Congo

Réseaux d'informations et d'appui aux ONG en République Démocratique du Congo ( RIAO - RDC) - DR Congo

Latinoamérica Sustentable - Ecuador

Housing and Land Rights Network - Habitat International Coalition - Egypt

Pacific Islands Association of Non-Governmental Organisations (PIANGO) - Fiji

Internationale Situationniste - France

Pouvoir d'Agir - France

Europe solidaire sans frontières (ESSF) - France

Amis de la Terre France - France

Médias Sociaux pour un Autre Monde - France

ReAct Transnational - France

CCFD-Terre Solidaire - France

CADTM France - France

Coordination SUD - France

Движение Зеленных Грузии - Georgia

NGO "GAMARJOBA" - Georgia

StrongGogo - Georgia

FIAN Deutschland - Germany



Rettet den Regenwald - Germany  
Angela Jost Translations - Germany  
urgewald e.V. - Germany  
Abibinsroma Foundation - Ghana  
Alliance for Empowering Rural Communities - Ghana  
Organización de Mujeres Tierra Viva - Guatemala  
Campaña Guatemala sin hambre - Guatemala  
PAPDA - Haïti  
Centre de Recherche et d'Action pour le Developpement (CRAD) - Haiti  
Ambiente, Desarrollo y Capacitación (ADC ) - Honduras  
Rashtriya Raithu Seva Samithi - India  
All India Union of Forest Working People AIUFWP - India  
Centre for Financial Accountability - India  
People First - India  
Environics Trust - India  
ToxicsWatch Alliance - India  
Food Sovereignty Alliance - India  
Indonesia for Global Justice (IGJ) - Indonesia  
kruha - Indonesia  
Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI) - Indonesia  
JPIC Kalimantan - Indonesia  
تانيا جمعه /منظمه شؤون المراه والطفل - Iraq  
ICW-CIF - Italy  
PEAH - Policies for Equitable Access to Health - Italy  
Focsiv Italian federation christian NGOs - Italy  
Schola Campesina APS - Italy  
Casa Congo- Italy  
ReCommon - Italy  
Schola Campesina - Italy  
Japan International Volunteer Center (JVC) - Japan

Team OKADA - Japan  
taneomamorukai - Japan  
VoiceForAnimalsJapan - Japan  
Keisen University - Japan  
000 PAF NPO - Japan  
Missionary Society of Saint Columban, Japan - Japan  
Migrants around 60 - Japan  
Mura-Machi Net (Network between Villages and Towns) - Japan  
Japan Family Farmers Movement (Nouminren) - Japan  
Pacific Asia Resorce Center(PARC) - Japan  
A Quater Acre Farm-Jinendo - Japan  
Friends of the Earth Japan - Japan  
Alternative People's Linkage in Asia (APLA) - Japan  
Mekong Watch - Japan  
Family Farming Platform Japan - Japan  
Africa Japan Forum - Japan  
ATTAC Kansai - Japan  
ATTAC Japan - Japan  
Association of Western Japan Agroecology (AWJA) - Japan  
Mennovillage Naganuma - Japan  
Phenix Center - Jordan  
Mazingira Institute - Kenya  
Dan Owala - Kenya  
Jamaa Resource Initiatives - Kenya  
Kenya Debt Abolition Network - Kenya  
Haki Nawiri Afrika - Kenya  
Euphrates Institute-Liberia - Liberia  
Green Advocates International (Liberia) - Liberia  
Sustainable Development Institute (SDI) - Liberia  
Alliance for Rural Democracy (ARD) - Liberia

Frères des Hommes - Luxembourg

SOS FAIM - Luxembourg

Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY - Madagascar

Third World Network - Malaysia

Appui Solidaire pour le Développement de l'Aide au Développement - Mali

Réseau CADTM Afrique - Mali

Lalo - Mexico

Tosepanpajt A.C - Mexico

Maya sin Fronteras - Mexico

Centro de Educación en Apoyo a la Producción y al Medio Ambiente, A.C. - Mexico

Mujeres Libres COLEM AC - México

Grupo de Mujeres de San Cristóbal Las Casas AC - México

Colectivo Educación para la Paaz y los Derechos Humanos A.C. (CEPAZDH) - México

Red Nacional de Promotoras Rurales - México

Dinamismo Juvenil A.C - México

Cultura Ambiental en Expansión AC - México

Observatorio Universitario de Seguridad Alimentaria y Nutricional del Estado de Guanajuato - México

Centro Interdisciplinario de Investigación y Desarrollo Alternativo U Yich Lu'um AC - México

The Hunger Project México - México

Americas Program/Americas.Org - México

Association Talassemiane pour l'Environnement et Développement (ATED) - Morocco

Espace de Solidarité et de Coopération de l'Oriental - Morocco

LVC Maroc - Morocco

EJNA - Morocco

NAFSN - Morocco

Fédération nationale du secteur agricole - Morocco

Association jeunes pour jeunes - Morocco

Plataforma Mocambicana da Mulher e Rapariga Cooperativistas/AMPCM - MOZAMBIQUE - Mozambique

Justica Ambiental - JA! - Mozambique

Community Empowerment and Social Justice Network (CEMSOJ) - Nepal

WILPF NL - Netherlands

Milieudefensie - Netherlands

Platform Aarde Boer Consument - Netherlands

Both ENDS - Netherlands

Foundation for the Conservation of the Earth,FOCONE - Nigeria

Lekeh Development Foundation (LEDEF) - Nigeria

Nigeria Coal Network - Nigeria

Spire - Norway

Pakistan Fisherfolk Forum - Pakistan

Gaza Urban Agriculture Platform (GUPAP) - Palestine

Union of Agricultural Work Committees - Palestine

WomanHealth Philippines - Philippines

Agroecology X - Philippines

SEARICE - Philippines

Alter Trade Foundation for Food Sovereignty, Inc - Philippines

Association pour la défense des droits à l'eau et à l'assainissement - Sénégal

Biotech Services Sénégal - Sénégal

Association Sénégalaise des Amis de la Nature - Sénégal

Alliance Sénégalaise Contre la Faim et la Malnutrition - Sénégal

Association Sénégalaise des Amis de la Nature - Sénégal

Alliance Sénégalaise Contre la Faim et la Malnutrition - Sénégal

Green Scenery - Sierra Leone

Land for Life - Sierra Leone

JendaGbeni Centre for Social Change Communications - Sierra Leone

Sierra Leone Land Alliance - Sierra Leone

African Centre for Biodiversity - South Africa

African Children Empowerment - South Africa  
Cooperative and Policy Alternative Centre - South Africa  
Fish Hoek Valley Ratepayers and Residents Association - South Africa  
Consciously Organic - South Africa  
Wana Johnson Learning Centre - South Africa  
Aha Properties - South Africa  
Sacred Earth & Storm School - South Africa  
Earth Magic - South Africa  
Oasis - South Africa  
Envirosense - South Africa  
Greenstuff - South Africa  
WoMin African Alliance - South Africa  
Seonae Eco Centre - South Africa  
Eco Hope - South Africa  
Kos en Fynbos - South Africa  
Ghostwriter Grant - South Africa  
Mariann Coordinating Committee - South Africa  
Khanyisa Education and Development Trust - South Africa  
LAMOSA - South Africa  
Ferndale Food Forest and Worm Farm - South Africa  
Mxumbu Youth Agricultural Coop - South Africa  
PHA Food & Farming Campaign - South Africa  
SOLdePAZ.Pachakuti - Spain  
Amigos de la Tierra - Spain  
Sindicato Andaluz de Trabajadores/AS - Spain  
Salva la Selva - Spain  
Loco Matrifoco - Spain  
National Fisheries Solidarity(NAFSO) - Sri Lanka  
Movement for Land and Agricultural Reform (MONLAR) - Sri Lanka  
Agr. Graduates Cooperatives Union - Sudan

FIAN Sweden - Sweden  
FIAN Suisse - Switzerland  
Bread for all - Switzerland  
Foundation for Environmental Management and Campaign Against Poverty - Tanzania  
World Animal Protection - Thailand  
Asia Indigenous Peoples Pact - Thailand  
PERMATIL - Timor-Leste  
Afrique Eco 2100 - Togo  
AJECC - Togo  
ATGF - Tunisia  
Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux - Tunisia  
Agora Association - Turkey  
Uganda Land Rights Defenders - Uganda  
Centre for Citizens Conserving Environment (CECIC) - Uganda  
Hopes for youth development Association - Uganda  
Uganda Consortium on Corporate Accountability - Uganda  
Centre for Citizens Conserving Environment & Management (CECIC) - Uganda  
Buliisa Initiative for Rural Development Organisation (BIRUDO)) - Uganda  
Twerwaneho Listeners Club - Uganda  
Alliance for Food Sovereignty in Africa - Uganda  
Global Justice Now - UK  
Friends of the Earth International - UK  
Compassion in World Farming - UK  
Environmental Justice Foundation - UK  
Fresh Eyes - UK  
War on Want - UK  
Friends of the Earth US - US  
A Growing Culture - US  
Center for Political Innovation - US

GMO/Toxin Free USA - US  
Friends of the Earth US - US  
Thousand Currents - US  
Local Futures - US  
National Family Farm Coalition - US  
Community Alliance for Global Justice/AGRA Watch - US  
Bank Information Center - US  
Seeding Sovereignty - US  
Yemeni Observatory for Human Rights - Yemen  
Zambia Alliance for Agroecology and Biodiversity - Zambia  
Zambian Governance Foundation for Civil Society - Zambia  
Urban Farming Zimbabwe - Zimbabwe  
Centre for Alternative Development - Zimbabwe  
FACHIG Trust - Zimbabwe  
Red Latinoamericana por Justicia Económica y Social - Latindadd - América Latina  
European Coordination Via Campesina - Europe  
Arab Watch Coalition - Middle East and North Africa  
FIAN International - International  
ESCR-Net - International  
International Alliance of Inhabitants - International  
Society for International Development - International  
ActionAid International - International  
International Accountability Project - International  
Habitat International Coalition - General Secretariat - International  
CIDSE - International  
Transnational Institute - International  
World Rainforest Movement - International  
GRAIN - International